

Contribution du 21 mars 2008

Jean-Claude Lefort, Val de Marne

De l'interprétation du résultat des dernières élections

La qualité de l'interprétation des résultats des dernières élections municipales et cantonales est, en soi, une question majeure pour notre parti et son avenir.

Depuis dimanche une série de déclarations sont produites par ceux qui nous « dirigent » qui nous annoncent un « redressement » du parti communiste qui aurait « une crédibilité et dynamisme » renouvelés. Ils affirment, non sans gloriole, que nous sommes redevenus, en l'espace de moins d'un an, « le troisième parti » de France. En conséquence il en résulterait que : « si les problèmes n'ont pas tous disparu, nous sommes en meilleure situation pour les aborder ».

Ces affirmations s'appuient sur les résultats des élections qu'il serait parfaitement incongru de boudier. De même nous partageons, tous, la joie qui se manifeste dans tous les endroits où nous avons gagné des positions.

Mais si on s'appuie bien sur les résultats, il convient alors de les examiner de manière détaillée.

Pour les municipales les résultats obtenus par notre parti sont finalement, tous comptes faits, les suivants : en 2001 nous étions à la tête de 183 villes et communes de plus de 3 500 habitants. Entre pertes et gains, nous ne le sommes plus, en 2008, que dans 176. Au total nous perdons donc 7 communes.

Pour les cantonales les choses se présentent ainsi pour le parti : nous perdons 10 conseillers généraux et un Conseil général particulièrement emblématique, celui de la Seine-Saint-Denis, et nous gagnons la présidence de l'Allier.

Globalement nous perdons nationalement 1% par rapport à 2001 sur l'ensemble des cantons soumis à renouvellement.

Tels sont les résultats : moins sept communes, moins 10 cantons, moins 1%.

Ce n'est certes pas la Bérézina. Mais allons un peu plus loin dans l'examen des résultats. S'agissant des cantonales, qui mesurent le plus clairement notre influence, nous progressons dans 30 départements et nous reculons dans 65. Nous sommes au dessus de 10% dans 32 départements et en dessous dans 63.

Faisons une incidente sur ce dernier point. On entend des interprétations très spéciales, pour ne pas dire très spécieuses, selon lesquelles cette fois nous étions absents dans 30% des cantons, et donc si nous avions présenté des candidats partout ce n'est pas 9% que nous aurions obtenu nationalement mais 12%.

Il convient de raison garder car là, franchement, ça dérape.

Le problème est clair. Si nous présentions moins de candidats cette année cela tient à deux faits : soit nous soutenions dès le premier tour d'autres candidats, soit nous n'étions pas en mesure d'en présenter. De plus, si on retenait ce

raisonnement, alors il faudrait créditer les partis qui ont présenté très peu de candidats (Verts, LCR) de chiffres faramineux.

D'ailleurs les Verts, suivant ce type de raisonnement, déclarent avoir obtenu un « résultat excellent » avec 11,54% alors qu'ils ne se présentaient que dans 452 cantons ! De même la LCR qui annonce un résultat de 6,5% en ne retenant que les cantons où elle était présente alors que son score est de 1,8% au plan national. En somme, à suivre ce raisonnement, moins on présente de candidats et plus on a en pourcentage. Cela ne tient pas.

Restons-en donc aux réalités « vraies », sérieuses, et non aux extrapolations qui sont toujours dangereuses et sujettes à caution.

Les réalités qui résultent des scrutins sont donc ainsi clairement indiquées.

A partir de là il est deux méthodes d'analyses possibles. Ou bien on examine ces résultats uniquement terme à terme (à plat ou en soi, en quelque sorte) ou bien on les replace dans le contexte du résultat national, d'une part, et on les apprécie en terme de tendance, d'autre part. La seconde formule semble la mieux appropriée pour tirer des enseignements et non seulement pour exprimer des réactions.

Tout d'abord il est un point qui souffre peu de discussions, je pense : ces élections étaient des élections locales. Le poids des personnes et des enracinements était majeur en la circonstance. J'y reviendrai. Et le type de campagne menée n'était pas de moindre importance. C'est d'ailleurs pourquoi, à qualité égale de nos candidats, on note des résultats très contrastés d'un département à l'autre mais aussi dans un même département.

Je ne retiendrai que deux exemples, que je connais mieux, pour soutenir ce dernier point : le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis.

Pourquoi, et je ne parlerai ici que des cantonales mais on pourrait également parler des municipales, pourquoi, diable, dans ce dernier département (où nous étions majoritaires à nous seuls à l'origine et pendant longtemps) nous sommes-nous retrouvés dans une situation d'égalité avec le PS en 2004 pour finalement être dépassé clairement par celui-ci en 2008 ?

Et pourquoi dans le département du Val-de-Marne (où il ne manque pas de se poser des problèmes sérieux, que cela soit clair) on assiste à un phénomène inverse alors que la composition sociologique n'est pas du tout identique ? Ce n'est pas une querelle de chapelle, on l'aura compris je l'espère.

Il mériterait tout de même que le parti sache pourquoi ces résultats en Seine-Saint-Denis, des résultats qui viennent de loin et que nous n'avons pas contrariés (fait exception à cette tendance la « région » autour de Villepinte). Pourquoi ?

Et ce sont principalement des camarades de Seine-Saint-Denis qui, du fait de leur nationale responsabilité, sont portés à nous expliquer sans sourciller ce que je soulignais au début ! Paradoxal, non ? Ils tirent des conclusions générales euphoriques alors même que dans leur département c'est la « cata », comme on dit.

Je ne comprends pas, je le dis tout net, qu'on puisse faire l'impasse sur ce qu'on connaît le mieux et qui ne pousse pas à l'optimisme (quand bien même nous déclarons dans le 93 être battus mais en situation « de conquête ») tandis qu'on donne des leçons contestables qu'ils estiment pourtant être de caractère général et définitif.

Je ne comprends pas qu'un minimum réalisme mais aussi de pudeur, d'humilité et de retrait ne s'empare pas d'eux et d'elles.

Il y a donc la posture politique adoptée qui a joué. C'est un point à éclaircir dans chaque endroit. Et il y a aussi le poids de nos candidats qui a été un facteur non négligeable, je l'ai dit. Il résulte de ce fait incontestable une appréciation tout à fait nette : une somme de succès « individuels » ne fait pas le succès d'un parti.

Qui oserait prétendre que ces résultats électoraux témoignent d'une adhésion à notre politique nationale, à notre « projet » ? C'est d'ailleurs bien-là que le bât blesse. Le décrochage entre « notre » électorat local qui se rétrécit et la non-reconnaissance de notre politique générale qui aboutit, entre autres, à ce que nous ne récupérons pas des villes et des positions que nous avons encore récemment.

Pour cela, et bien qu'on ait annoncé avant le second tour des succès qui ne se sont pas produits, il suffit de comparer les villes significatives perdues il y a encore peu de temps et nos résultats actuels : ces villes très nombreuses – et je ne parle pas seulement des quelques-unes données bien imprudemment gagnées avant le second tour – restent durablement perdues.

De plus, les résultats le montrent : nous sommes toujours et fortement un parti dénationalisé (sans implantation nationale réelle). De sorte que si nous ne remontons pas globalement, nos positions locales risquent fort de s'effriter rapidement et d'en souffrir d'ici peu.

C'est une première série de réflexions.

Deuxième type de réflexions à prendre en compte, me semble-t-il : comparer nos résultats relativement à celui des autres, spécialement à ceux du Parti socialiste. On ne peut s'abstenir de procéder à cette comparaison.

En effet, que n'avons-nous pas entendu, parfois à juste titre, sur ce parti socialiste de la part de celles et de ceux – nombreux à la direction – qui défendent ce qu'il est convenu d'appeler une conception « identitaire » du parti et qui considèrent que toute idée de transformer radicalement notre parti comme étant suspect d'une volonté de le « dissoudre ».

Cette comparaison est importante parce que nous sommes dans une période politique marquée par un fort reflux de Sarkozy, un mécontentement tous azimuts et une volonté de changement marquée, très marquée.

Le parti socialiste « recentré » qui en appelle au Modem (un Modem qu'on enterre bien trop vite alors que son problème est inverse au notre : soutien à son projet national, implantation locale négligeable), le parti socialiste devrait « normalement » subir nettement les conséquences et les effets de cette contradiction : une volonté de changement grandissante dans le pays et une offre politique recentrée.

Nous aurions du bénéficier de cette situation et non pas lui d'autant plus qu'en 2008 c'était une situation politique exactement inverse à celle de 2001 où il s'agissait alors de sanctionner la gauche. C'est pure logique. Normalement...

Regardons les chiffres.

Aux municipales, le parti socialiste gagne 55 villes de plus de 20.000 habitants (France métropolitaine). Je ne compte pas les autres....

Aux cantonales, la droite (toutes tendances confondues) perd 164 cantons. Le PS, qui, de tous les partis, présentait le plus de candidats à ces élections, progresse de 4,3 % et gagne 169 cantons. Nous en perdons 10, je le rappelle. Il gagne tous les conseils généraux perdus par la droite et nous, sauf l'Allier, soit 7. Il en dirige désormais 53 en France métropolitaine.

Mais allons un peu plus dans le détail. La droite, toutes tendances confondues, perd 164 cantons. Mais si on distingue la droite UMP des autres droites (inclus le Modem qui n'existait pas en 2001) on obtient des éléments très significatifs d'une évolution majeure qui s'installe durablement en France.

En effet, la droite « non UMP » perd 326 cantons tandis que l'UMP en gagne 162 !

Ainsi le PS monte et l'UMP monte tout autant. Conclusion limpide : le bipartisme politique dans notre pays s'accroît. A eux deux, ces deux partis obtiennent ou cumulent près de 60% des sièges en France !

Accentuation du bipartisme, tel est le second phénomène majeur d'importance de ces dernières élections.

Nous sommes donc loin de devoir porter une vision « simpliste » sur ces élections.

Elles montrent que la droite sarkoziste, qui est en apparence rejetée, progresse tandis que décrié, sinon vilipendé par d'aucuns, comme étant un parti « social-libéral », le parti socialiste progresse également.

Cela alors que le mécontentement et le besoin de perspectives radicalement neuves est clairement appelé par notre peuple.

Le carcan du bipartisme s'installe. Plutôt : il s'approfondit.

Cela nous éloigne quelque peu des « communiqués de victoire » produits mais cela nous rapproche de la vérité. Or qu'est-ce qui compte ? Le pire en politique c'est de mentir ou de se mentir (deux faces d'une même pièce, en vérité). Toutes choses égales par ailleurs, nous sommes toujours confrontés au même problème de crédibilité que celui qui nous était posé aux présidentielles.

Si pour battre la droite il faut mieux voter PS, alors quid de l'avenir et du parti ?

Un train ne peut pas en cacher un autre. Certes beaucoup s'attendaient à ce que ce soit pire. Et c'est vrai qu'il est totalement légitime de savourer les victoires obtenues de haute lutte. Mais le raisonnement qui aboutit à l'idée « que cela

aurait pu être pire » est un raisonnement de gestion de l'acquis et non pas de conquête. Or c'est de cela dont nous avons besoin.

Pour y parvenir il faut avoir les yeux grands ouverts sur la réalité incontestable, chercher la vérité derrière les apparences immédiates. Et il convient d'ouvrir les voies à l'existence d'une réelle force politique de transformation sociale (qu'importe le nom, pour l'heure).

Tous les ingrédients sont réunis pour cela. Ne manque plus que l'audace et le courage pour le faire. En sommes-nous capables ? J'en suis sûr et certain. Mais pour cela il faut bannir à jamais le « vrai mentir », l'obsolète et le dogme.

Quand je lis sous la plume d'un responsable de notre parti, par exemple, qu'il nous faut « travailler au projet que doit porter la gauche » les bras m'en tombent. Quand je poursuis et que je lis que ce projet doit « être un projet de transformation de la société, etc. » sans dire le moindre mot de la dimension européenne et mondiale dans laquelle nous agissons de manière nouvelle mais bien réelle, je me dis : « Ca va, ça suffit ! Place au neuf ! »

Tout changer pour que rien ne change ne peut être notre politique. Et pourtant cette thèse a des adeptes chez nous. On s'accroche comme on peut, n'est-ce pas...

La réalité contemporaine nous convoque historiquement comme elle nous a déjà convoqué en d'autres temps. Nous avons su y faire face hier à de nombreuses reprises et notre peuple comme la France n'ont pas eu à s'en plaindre.

Avec Aragon, mais en toute modestie, je veux dire : « Hommes de demain, soufflez sur les charbons, à vous de dire ce que je vois ».

Jean-Claude Lefort
Ivry, le 21 mars 2008

